Législature Coloniale. Les termes d'un statut les plus amples qu'ils puissent être, n'affectent pas d'une manière défavorable les droits et les intérêts du souverain, s'il n'y est pas nommé. Il faut cependant restreindre ce principe, dans les limites naturelles que, sous l'égide de la constitution, lui tracent la raison publique et les droits bien-entendus des citoyens, pour ne pas lui attribuer une portée exagérée, en désaccord avec les libertés publiques. D'après les principes d'une philosophie étrangères aux règles arbitraires, bien que nécessaires du droit politique, je pourrais dire, d'après le droit naturel, le Roi, comme chef de l'Etat, dont il n'est par bien des gens regardé que comme le premier citoyen, le Roi qui sanctionne la loi, le premier lui doit obéissance—et, sous ce rapport, on pourrait dire que toutes les lois l'obligent. Cependant la raison d'état et les nécessités du gouvernement ont fait admettre en sa faveur, de nombreuses exceptions, constituant des prérogatives aussi importantes que nombreuses, qui s'attachent à l'exercice de ses droits comme souverain. Il n'est pas besoin de dire qu'il ne s'agit pas dans cet article de ce que les auteurs appellent prérogatives qui relèvent de l'autorité politique ou de la dignité royale du souverain, comme le droit d'avoir des ambassadeurs, de faire des nobles, de déclarer la guerre; prérogatives dont les attributs n'ont aucun rapport civil aux droits privés de ses sujets et ne soulèvent aucun conflit légal. Il ne peut non plus être question des prérogatives toutes favorables au sujet et à la pureté du judiciaire, créées pour renfermer les tribunaux dans les limites de leur juridiction, pour protéger les corporations contre de fâcheuses usurpations, ou forcer les corps publics à l'accomplissement de leurs devoirs, comme les brefs de *certiorari*, *prohibition*, *quo warranto* et *mandamus* qui, quoique revêtus du nom de prérogatives du Roi, sont dans le fait, la prérogative du sujet; encore moins de l'*habeas corpus*, si cher à la nation anglaise et derrière lequel s'abrite la liberté publique. Toutes ces choses sont étrangères à notre article.

Les droits et prérogatives dont il parle, consistent dans certaines immunités qui s'attachent aux causes de la couronne, dans les procès où elle peut être partie contre ses sujets, car ceux-ci ne peuvent, en